



GHT VAL DE SEINE ET PLATEAUX DE L'EURE
CHI Elbeuf Louviers Val de Reuil
Rue du Docteur Villers 76410 Saint Aubin les Elbeuf

Remplacement d'un groupe froid de cuisine et du réseau
associé
Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf-Louviers-Val
de Reuil
16/12/2025
G173/AGA

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)

Table des matières

Table des matières	2
Article 1 OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Durée du marché	4
1.3 Étendue de la consultation	4
1.4 Décomposition de la consultation	4
1.5 Maîtrise d'œuvre	4
1.6 Clauses de réexamen (article R. 2194-1 du code de la commande publique).....	4
1.7 Marchés pour prestations similaires (article R. 2122-7 du code de la commande publique)4	
Article 2 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	5
2.1 Pièces particulières en vigueur	5
2.2 Pièces générales en vigueur.....	5
Article 3 PRIX DU MARCHÉ	5
3.1 Caractéristiques des prix.....	5
3.2 Contenu du prix	6
3.3 Modalités de variation des prix	6
Article 4 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	6
4.1 Garantie financière	6
4.2 Avance.....	7
Article 5 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	7
5.1 Présentation des demandes de paiement.....	7
5.2 Délai de paiement.....	9
5.3 Approvisionnements.....	9
Article 6 DELAI D'EXECUTION	9
6.1 Délai d'exécution des travaux.....	9
6.2 Prolongation du délai d'exécution.....	9
Article 7 CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	10
Article 8 IMPLANTATION DES OUVRAGES	10
Article 9 PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	10
9.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux	10
9.2 Locaux pour le personnel.....	10
Article 10 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	10

Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf-Louviers-Val de Reuil

SAGE ENERGIE

16/12/2025

Aff. G173/AGA

10.1	Installations de chantier.....	10
10.2	Emplacements mis à disposition pour déblais.....	10
10.3	Signalisation des chantiers.....	10
Article 11	DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER.....	11
11.1	Gestion des déchets de chantier	11
11.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	11
11.3	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	11
11.4	Documents à fournir après exécution	11
11.5	Travaux non prévus.....	11
Article 12	RECEPTION DES TRAVAUX	11
12.1	Dispositions applicables à la réception.....	11
12.2	Réception partielle et prise de possession anticipée	12
12.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	12
Article 13	PENALITES.....	12
13.1	Pénalités diverses	12
13.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	12
13.3	Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	12
Article 14	GARANTIES ET ASSURANCES.....	13
14.1	Délais de garantie	13
14.2	Assurances	13
Article 15	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	13
Article 16	RESILIATION DU MARCHE	14
Article 17	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	14

Article 1 OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet : « Remplacement d'un groupe froid de cuisine et du réseau associé ».

Les travaux à effectuer se situent à :

Rue du Dr Villiers,
76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf

Dispositions générales :

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa notification.

La durée d'exécution des travaux y compris la préparation de chantier est fixée à un mois et demi. Elle court à compter de la date de réception de l'Ordre de Service OS, prévue pour le 1^{er} juin 2026

1.3 Étendue de la consultation

La consultation est effectuée sous forme d'un marché à procédure adaptée, soumis aux dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 à 6, R. 2131-12, R. 2131-13 et R. 2131-18 (publicité) du Code de la commande publique.

1.4 Décomposition de la consultation

La présente consultation comporte une tranche ferme.

1.5 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par : Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf-Louviers-Val de Reuil

1.6 Clauses de réexamen (article R. 2194-1 du code de la commande publique)

Si l'indice du prix du marché est supprimé en cours d'exécution, le nouvel indice de remplacement sera pris en compte à l'occasion de l'actualisation de prix sans que cela fasse l'objet d'une modification au marché.

1.7 Marchés pour prestations similaires (article R. 2122-7 du code de la commande publique)

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un marché sans publicité et sans mise en concurrence pourra être passé pour la réalisation de prestations similaires

identiques à celles du présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

Article 2 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

2.1 Pièces particulières en vigueur

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- Le présent règlement de la consultation (R.C)
- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes : « détail des prestations »
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)
- La note méthodologique ou le mémoire technique
- Le planning

Les annexes au C.C.T.P sont :

- Plan d'implantation
- Rapport de diagnostic du groupe froid

2.2 Pièces générales en vigueur

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009 ;
- Les articles du Code de la commande publique cités dans le présent C.C.A.P.

Article 3 PRIX DU MARCHE

3.1 Caractéristiques des prix

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglés conformément aux prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de février 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

3.2 Contenu du prix

L'entrepreneur et chacun des sous-traitants ou co-traitants, sont réputés avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux ; il reconnaît avoir notamment, avant remise de son acte d'engagement :

- pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- procédé à une visite détaillée du terrain, le cas échéant, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc...), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport), lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc. ;
- contrôlé toutes les indications des documents du marché, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et/ou le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes ;
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics (service des eaux, électricité de France, La Poste, service de sécurité, etc...).

En conséquence, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour travaux supplémentaires éventuels qu'il aura l'obligation d'exécuter et qui seraient consécutifs au redressement dû à un manque de conformité du projet par rapport aux exigences réglementaires.

3.3 Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations (article 10.4 du CCAG).

Article 4 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4.1 Garantie financière

Conformément aux articles R. 2191-32 à 34 du Code de la commande publique, une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des modifications du marché public en cours d'exécution) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée par fractions sur chacun des versements.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande.

4.2 Avance

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, selon les dispositions des articles R2191-3 à 19 du Code de la Commande Publique.

Article 5 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Le financement est réalisé sur les ressources propres du Centre hospitalier et le paiement effectué en application des articles R2191-3 à 131 du Code de la Commande Publique.

5.1 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront adressées au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Elle sera établie en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché public par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser le mode de transmission dématérialisé, il devra utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisées devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET identifiant le CHIELVR en tant que destinataire
- Le code service permettant de distinguer les différents services du CHIELVR indiqué sur le bon de commande.
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande.

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

❖ En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

❖ En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun

refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux.

5.2 Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

5.3 Approvisionnements

Sans objet.

Article 6 DELAI D'EXECUTION

6.1 Délai d'exécution des travaux

Le délai global de réalisation des travaux est d'un mois et demi dont 2 semaines de préparation de chantier.

Se reporter au planning fourni par le titulaire.

6.2 Prolongation du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG-travaux sont applicables.

Article 7 CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P fixe le cas échéant la provenance et les caractéristiques des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Les produits utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes.

Article 8 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Aucun piquetage n'est prévu.

Article 9 PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

9.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux

La période de préparation est comprise dans le délai global d'exécution.

Se reporter au C.C.T.P.

9.2 Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Article 10 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

10.1 Installations de chantier

Se reporter au C.C.T.P.

10.2 Emplacements mis à disposition pour déblais

Se reporter au C.C.T.P.

10.3 Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Article 11 DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

11.1 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

11.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

11.3 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits seront effectués le cas échéant par le maître d'œuvre dans les conditions prévues au C.C.T.P.

11.4 Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus dans le C.C.T.P. selon les termes de l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux.

11.5 Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 12 RECEPTION DES TRAVAUX

12.1 Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

12.2 Réception partielle et prise de possession anticipée

Sans objet.

12.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

Article 13 PENALITES

13.1 Pénalités diverses

Retard dans l'achèvement des travaux :

Par dérogation aux dispositions de l'article 20.1 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, il est appliqué les pénalités journalières suivantes :

- Retard de 1 à 5 jours : 1/500ème du montant du marché
- Retard de 5 à 15 jours : 1/200ème du montant du marché
- Retard de plus de 15 jours : 1/100ème du montant du marché

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage et par simple envoi de mail.

En cas d'absence ou de retard aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 70,00 Euros par absence ou par retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect des règles en matière d'hygiène et de sécurité, une pénalité forfaitaire de 50,00 Euros pour chaque manquement constaté.

Le titulaire subira dans la remise en état des existants suite à dégradation provoquée par lui une pénalité de 100,00 Euros par jour de retard.

Dans le cas où les travaux demandés dans le cadre des réserves ne seraient pas réalisés dans le délai prescrit, le titulaire subira une pénalité de 200,00 Euros par jour de retard.

13.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'exécution des travaux. En cas de retard dans ces opérations, et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître de l'Ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

13.3 Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise des documents énumérés à l'article 40 du C.C.A.G-travaux, dans un délai de 1 mois après la fin des travaux, une pénalité journalière de 150 € sera appliquée au titulaire.

Article 14 GARANTIES ET ASSURANCES

14.1 Délais de garantie

Se reporter au C.C.T.P. ou au C.C.A.G.- Travaux.

14.2 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

une assurance en matière de responsabilité civile d'exploitation, c'est-à-dire celle qui est encourue lors de l'accomplissement de l'activité professionnelle, par application des articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il en sera de même pour ce qui est de la responsabilité professionnelle, c'est-à-dire celle qui est encourue par application des articles 1792 et 2270 du Code Civil qui traitent de la garantie des constructeurs.

Pour chacune de ces garanties, l'Entreprise devra fournir :

- Le nom de l'organe assureur
- Le numéro de contrat d'assurance
- Les montants des garanties couvertes

Article 15 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 16 RESILIATION DU MARCHÉ

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R2143-6 à 9 et R2143-11 à 12 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 17 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 13 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux